

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 03/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CONFLANDEY INDUSTRIES SAS

3 rue du Château
BP 21 - AMONCOURT
70170 PORT SUR SAONE

Références : UID257090/SPR/GV/LL 2023- 0203C
Code AIOT : 0005901053

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2022 dans l'établissement CONFLANDEY INDUSTRIES SAS implanté Port d'Atelier 70160 AMANCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le contexte de sécheresse prolongée en Haute-Saône.

L'arrêté préfectoral cadre n° 70-2022-05-31-00003 du 31 mai 2022 fixe les règles de gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur le département de la Haute-Saône.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONFLANDEY INDUSTRIES SAS
- Port d'Atelier 70160 AMANCE
- Code AIOT : 0005901053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement, objet de la présente visite d'inspection, est une usine de tréfilage. La SAS CONFLANDEY INDUSTRIES, filiale du groupe allemand SAARSTAHL, exploite également une usine de tréfilage sise à AMONCOURT/CONFLANDEY, où ce type d'activités y est exercé depuis de très nombreuses années (création en 1901).

Le site d'Amance est également un ancien site industriel sur lequel était implanté un atelier de créosotage de traverses de chemin de fer, exploité durant 70 ans (entre 1909 et 1979). CONFLANDEY INDUSTRIES a repris ce site en 1983 pour y implanter à la place une usine de tréfilage. Ces deux usines fonctionnent en étroite collaboration.

Il est à noter que sur le site d'Amance est autorisé au titre des ICPE en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 3257 du 28 novembre 2008, et que des installations de traitement de surface ont été transférées du site de CONFLANDEY vers ce site entre 2014 et 2018.

Sur ce site a été mis en place avant l'autorisation de 2008, un "circuit fermé" comportant deux bassins de 120 m3 alimentés par des eaux pluviales et, quand les eaux pluviales ne suffisent pas, par des prélèvement d'eau dans la rivière "La Superbe".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prélèvement d'eau
- Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Dérogation exemption	Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article Annexe 5, activités industrielles avec consommation supérieure à 7000 m3/an, hormis alinéa 1	/	Prescriptions complémentaires	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvement d'eau : débit réservé	Code de l'environnement du 30/06/2006, article L.214-18	/	Sans objet
2	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article Art. 5	/	Sans objet
3	Opérations exceptionnelles	Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article Annexe 5, activités industrielles avec consommation supérieure à 7000 m3/an, alinéa 1	/	Sans objet
5	Registre	Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article Annexe 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les volumes d'eaux prélevées dans la Superbe ne respectent pas les valeurs maximales (journalières et annuelles) fixées de manière générale dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, sans que l'origine de cette non-conformité ne soit clairement définie (modifications des conditions d'exploiter, techniques d'exploitation pouvant être améliorées, fuites...).

Le site ne dispose pas d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse.

Sur la seule base des éléments transmis par l'exploitant (en particulier ceux du porter à connaissance relatif au transfert d'une activité du site de CONFLANDEY vers celui de PORT D'ATELIER et du document précisant les tâches et économie d'eau réalisée en 2022), il ne peut être considéré que les besoins en eau utilisés ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées, et l'exploitant, en cas de nouvelle période de sécheresse, ne pourra, sans éléments complémentaires apportés, entrer dans le cadre de l'exemption prévue par l'arrêté préfectoral cadre n° 70-2022-05-31-00003 du 31 mai 2022 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur le département de la Haute Saône.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement d'eau : débit réservé

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/06/2006, article L.214-18
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement Eau : débit réservé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée : I.-Tout ouvrage à construire dans le lit d'un cours d'eau doit comporter des dispositifs maintenant dans ce lit un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux au moment de l'installation de l'ouvrage ainsi que, le cas échéant, des dispositifs empêchant la pénétration du poisson dans les canaux d'amenée et de fuite. Ce débit minimal ne doit pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage correspondant au débit moyen interannuel, évalué à partir des informations disponibles portant sur une période minimale de cinq années, ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur. Pour les cours d'eau ou parties de cours d'eau dont le module est supérieur à 80 mètres cubes par seconde, ou pour les ouvrages qui contribuent, par leur capacité de modulation, à la production d'électricité en période de pointe de consommation et dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat pris après avis du Conseil supérieur de l'énergie, ce débit minimal ne doit pas être inférieur au vingtième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage évalué dans les mêmes conditions ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur. Toutefois, pour les cours d'eau ou sections de cours d'eau présentant un fonctionnement atypique rendant non pertinente la fixation d'un débit minimal dans les conditions prévues ci-dessus, le débit minimal peut être fixé à une valeur inférieure. II.-Les actes d'autorisation ou de concession peuvent fixer des valeurs de débit minimal différentes selon les périodes de l'année, sous réserve que la moyenne annuelle de ces valeurs ne soit pas inférieure aux débits minimaux fixés en application du I. En outre, le débit le plus bas doit rester supérieur à la moitié des débits minimaux précités. Lorsqu'un cours d'eau ou une section de cours d'eau est soumis à un étiage naturel exceptionnel, l'autorité administrative peut fixer, pour cette période d'étiage, des débits minimaux temporaires inférieurs aux débits minimaux prévus au I. III.-L'exploitant de l'ouvrage est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau les débits minimaux définis aux alinéas précédents.

<p>IV.-Pour les ouvrages existant à la date de promulgation de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques, les obligations qu'elle institue sont substituées, dès le renouvellement de leur concession ou autorisation et au plus tard le 1er janvier 2014, aux obligations qui leur étaient précédemment faites. Cette substitution ne donne lieu à indemnité que dans les conditions prévues au III de l'article L. 214-17.</p> <p>V.-Le présent article n'est applicable ni au Rhin ni aux parties internationales des cours d'eau partagés.</p> <p>Constats : Les prélèvements d'eau dans la rivière "La Superbe" sont réalisés dans un puits historique localisé à proximité de la rivière et dont la profondeur est d'environ 7 mètres. Une conduite enterrée assure la liaison hydraulique entre la rivière et le puits.</p> <p>Les eaux prélevées servent d'eau d'appoint des bassins "A" et "B" du site industriel.</p> <p>Il est à noter que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le bassin B sert comme réserve d'eau en cas d'incendie. • le bassin A récupère les eaux de pluviales de toiture de bâtiments du site de recyclage et sert d'alimentation en eaux industrielles utilisées pour en particulier le refroidissement des machines de tréfilage, le décapage de pièces (utilisation d'eau chauffée) et les installations de traitement de surface. Ce circuit d'eaux industrielles fonctionne en circuit fermé et le refroidissement de l'eau du circuit est assuré par des tours aéroréfrigérantes. Les appoints d'eau de la Superbe servent à compenser les pertes par évaporation. <p>Il est rappelé à l'exploitant que pour cet ouvrage de prélèvement d'eau dans "La Superbe", le débit réservé doit être respecté depuis le 1er janvier 2014, en application du IV de l'article L.214-18 du code de l'environnement.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article Art. 5
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout usager a la possibilité de solliciter auprès du préfet de son département (direction départementale des territoires, service police de l'eau) une adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau lorsque le seuil de crise est constaté. Cette demande ne peut concerner que les usages interdits et uniquement pour des raisons de santé publique, de salubrité publique et de sécurité publique. La décision concernant cette demande d'adaptation sera notifiée à l'intéressé et rendue publique sur le site internet des services de l'État du département concerné.</p> <p>Concernant les mesures de restriction, un délai d'adaptation pour les usages agricoles, industriels et commerciaux est possible pour la seule année 2022 : au cours de cette année transitoire, le préfet peut autoriser le maintien des mesures de restrictions publiées antérieurement en lieu et place de celles prescrites à l'annexe 4 du présent arrêté.</p> <p>Constats : L'exploitant n'a pas déposé de demande de dérogation.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans la rivière "La Superbe" sont effectués sur ce site pour un usage industriel qui ne revêt pas de raisons de santé publique, de salubrité publique et de sécurité publique. Dès lors, l'exploitant ne peut pour ce prélèvement dans la rivière demander une dérogation.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Opérations exceptionnelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article Annexe 5, activités industrielles avec consommation supérieure à 7000 m3/an, alinéa 1
Thème(s) : Risques chroniques, Opérations exceptionnelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eau polluées sont reportées (exemple d'opérations de nettoyage grande eau).
Constats : L'exploitant a : <ul style="list-style-type: none">- retardé, après la période de congés annuels d'août, le redémarrage des deux lignes de traitement de surface consommant chacune 4 m3/h (report de 7 jours de la ligne 5 et de 2 jours de la ligne 7) permettant une économie de 672 m3 pour la ligne 5 et 192 m3 pour la ligne 7;- reporté à la semaine 52 du nettoyage général annuel et de désinfection du réseau d'eau industrielle, pour lequel le volume d'eau nécessaire est d'environ 250 mètres cubes;- reporté les opérations de nettoyage des voitures d'entreprise et des chariots, permettant une économie d'environ 3,5 m3; <p>De plus l'exploitant a fait assurer par une entreprise extérieure spécialisée un nettoyage de la conduite enterrée entre La Superbe et le puits de pompage qui a permis de rétablir un débit plus conforme et d'éviter les surconsommations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dérogation exemption

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article Annexe 5, activités industrielles avec consommation supérieure à 7000 m3/an, hormis alinéa 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront. Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, ...) est mis à la disposition en cas de contrôle. En l'absence d'exemption: <ul style="list-style-type: none">- niveau "alerte": registre hebdomadaire mis à dispositions des services de contrôle et réduction des prélèvements et/ou des consommation de 25 % par rapport à la moyenne hebdomadaire ;- niveau "alerte renforcée": registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieure à 100 m3/jour et réduction des prélèvements et/ou consommations de 50% par rapport à la moyenne hebdomadaire ;- niveau "crise": registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieure à 100 m3/jour et seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux). Une priorisation des usages pouvant conduire à une augmentation des prélèvements et ou consommation plafonnée à 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.
Constats : L'arrêté préfectoral d'autorisation n° 3257 du 28 novembre 2008 fixe de manière générale à l'article T2.4.1 une valeur journalière et une valeur annuelle de prélèvement maximal dans la rivière: <ul style="list-style-type: none">- le volume journalier maximal de prélèvement est fixé à 250 m3/jours,- le volume annuel maximal de prélèvement est fixé à 55000 m3/an. Cependant, le site ne dispose pas d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives

spécifiques à la sécheresse (L'arrêté préfectoral n° 70-2019-05-28-001 du 28 mai 2019 portant à CONFLANDEY INDUSTRIES prescriptions complémentaires relatives à la maîtrise des prélèvements d'eau et des rejets dans les milieux en période de situation hydrologique critique ne fixe pas de dispositions quantitatives).

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'au cours de l'été 2022, la société a été proche de ne plus pouvoir prélever d'eau dans la Superbe, ce qui l'aurait conduit à devoir mettre en chômage partiel le personnel de la société. En effet, actuellement, en maintenant les techniques et modes opératoires d'utilisation de l'eau utilisés jusqu'à présent, toute baisse de consommation d'eau imposée induirait une baisse proportionnelle des tonnes produites et nécessairement du chômage partiel que ce soit en situation d'"alerte", d'"alerte renforcée" ou de "crise".

Les relevés des années 2020 et 2021 montrent des consommations annuelles supérieures à la valeur prescrite de 55 000 m3 (72 383 en 2020 et 85 402 en 2021). De même, les relevés journaliers mis en place depuis septembre 2022 (un relevé a été transmis à l'inspection le 21 octobre 2022) montrent que la valeur maximale de 250 m3 est régulièrement dépassée y compris au cours de la période de situation de "crise" (des valeurs supérieures à 400 m3/j ont été relevées les 8, 20 et 22 septembre).

Il est à noter qu'en 2017, CONFLANDEY INDUSTRIES avait porté à la connaissance du Préfet le transfert de la ligne de cuivrage entre le site de CONFLANDEY et le site de PORT D'ATELIER (générant une augmentation de 109,6 à 112,6 m3 du volume des bains de traitement de surface sur le site de PORT D'ATELIER). Cette modification avait alors été considérée comme notable et pouvant faire l'objet d'une mise en service d'autant que le point de rejet final des deux sites est identique (La Saône) et que les procédés de traitement des effluents sont basés sur les mêmes principes.

Avec le recul de quelques années de fonctionnement depuis cette modification, il apparaît que cette modification est responsable, au moins en partie, de l'augmentation des prélèvements d'eau sur ce site de PORT D'ATELIER constatée ces dernières années.

Les techniques utilisés actuellement sur le site (recyclage, utilisation d'eaux pluviales) vont dans le sens d'une diminution des quantités d'eaux prélevées dans la Superbe puisque les compteurs relevant les volumes d'eaux industrielles utilisées par les installations indiquent pour l'année 2021 une valeur de 385 000 m3 alors que la quantité d'eau prélevée dans la Superbe de 85 402 m3. Ces techniques étaient déjà présentes au moment de l'arrêté d'autorisation.

L'exploitant dispose d'un document mentionnant les tâches et économie d'eau réalisées en 2022 suite à l'arrêté du 31 mai 2022, mais il s'avère que ces économies d'eau ne permettent même pas de respecter les valeurs générales applicables hors contexte de situation de sécheresse fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Non conformité N°1 : L'exploitant ne respecte pas les conditions générales de prélèvement fixées dans son arrêté préfectoral d'autorisation. L'origine de cette non-conformité (modification des conditions d'exploiter, modalités d'exploitation...) ne peut être déterminée sur la seule base des éléments transmis par l'exploitant (en particulier ceux du porter à connaissance susmentionné). Dès lors, il ne peut pas non plus être considéré que les besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées.

Observations : Afin de pouvoir à l'avenir potentiellement entrer dans le cadre de l'exemption prévue par l'arrêté préfectoral cadre n° 70-2022-05-31-00003 du 31 mai 2022 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur le département de la Haute Saône, l'exploitant doit apporter des éléments complémentaires à l'administration par le biais d'un diagnostic de la consommation et d'une étude technico-économique de réduction pour, sans préjudice du maintien du débit réservé prescrit à l'article L. 214-18 du code de l'environnement :

- soit démontrer que ses besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées quelque que soit la situation de la ressource en eau dans lequel il prélève ;
- soit lui permettre de fixer des dispositions quantitatives spécifiques adaptées en période de sécheresse.

De plus, dans la mesure où l'exploitant a été proche de l'impossibilité de prélever dans la Superbe, il lui est également demandé de définir les modalités d'exercice de son activité avec un débit de ce ruisseau très faible, voire interrompu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 5 mois

N° 5 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article Annexe 5
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m ³ par an : - registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieure à 100m ³ /j mis à disposition des services de contrôle.
Constats : L'arrêté préfectoral cadre n° 70-2022-05-31-00003 du 31 mai 2022 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur le département de la Haute-Saône prescrit pour les installations consommatrices de plus de 7 000 m ³ /j la mise en place d'un registre quotidien pour les niveaux "Alerte renforcée" et "Crise". L'exploitant n'a mis en place un relevé journalier de ces compteurs qu'à partir du 1er septembre 2022, alors que la Haute Saône a été mise en alerte renforcée dès le 6 juillet 2022 (arrêté préfectoral n° 70-2022-07-06-00006 du 6 juillet 2022). Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de maintenir un registre quotidien y compris hors période de sécheresse, l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation l'imposant à son article 15. Ces données seront en particulier utiles dans le cadre de l'étude technico-économique demandée et la recherche de potentielles fuites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet